

Briqueterie : l'activité est en chute libre

■ Les opérateurs souffrent toujours de la morosité du marché immobilier ■ Ils essayent de rationaliser leur gestion en réduisant la production ■ Le coût de l'énergie aggrave les difficultés.

Le secteur de la brique poursuit sa descente aux enfers, à l'image des autres matériaux de construction. L'activité accuse une baisse de plus de 25% depuis 2012, consécutivement au repli du marché immobilier. Et ce, sachant que le secteur de la brique dépend quasi-exclusivement de l'immobilier résidentiel dont les segments économique et social représentent plus de la moitié. La faiblesse de la demande a engendré une surcapacité devenue structurelle et qui s'est même aggravée au fil des ans et de la méforme du secteur immobilier.

De plus de 120 sociétés dont certaines créées suite à l'appât du gain occasionné par l'euphorie immobilière, le secteur ne compte plus qu'environ 80 sociétés opérationnelles, en plus de quelques petites unités non organisées et des artisans. Actuellement, une briqueterie d'importance produit



entre 3 et 4 millions de tonnes par an au maximum. Du coup, la production nationale (organisée) s'affiche à quelque 240 millions de tonnes par an contre plus de 300 Mt il y a quelques années.

En plus de la surcapacité, les opérateurs se disent étrengés par le renchérissement du coût de l'énergie,

spécialement le carburant. *«Les besoins en énergie de cette industrie sont importants, tant pour transporter la matière première sur les sites de production que pour alimenter l'outil industriel ou encore pour la distribution du produit fini»*, explique un opérateur. Dans ces conditions, l'énergie peut représenter jusqu'à 40% du coût de revient, surtout si

on y ajoute le coût du transport de la brique sur une distance importante. David Toledano, président de la Fédération des matériaux de construction (FMC), estime qu'au delà d'un périmètre de 100 km, le coût du transport devient pénalisant et le coût de revient supérieur au prix de vente.

La brique de 7 cm d'épaisseur vendue à un dirham ou même moins

Dans ces conditions, *«les usines essayent de s'adapter à la demande du marché, pour éviter la surproduction et, en fin de compte, le stockage»*, explique M.Toledano, car il représente une contrainte pour les opérateurs, vu l'espace qu'il requiert. Pour ne rien arranger, la brique n'est pas exportable. *«Nous essayons depuis quelques années de revoir les capacités de production et de les mettre au niveau des besoins, et ce, à travers la compression des coûts ou la diminution de l'utilisa-*

tion des installations», conclut M.Toledano. Chose qui s'avère être de plus en plus difficile dans ce contexte actuel où certains professionnels ont innové et lancé des produits en substitution à la brique rouge, plus performants, plus économiques et plus fiables.

Vu la lutte féroce pour la survie, certains opérateurs n'ont pas hésité à brader les prix. La brique de 7 cm d'épaisseur qui représente 70 à 80% de la demande est vendue à 1 DH ou même moins dans des régions où l'immobilier est beaucoup plus gagné par la morosité.

En attendant les effets positifs du contrat de performance signé par les ministères de tutelle et les associations professionnelles des 5 filières (béton préfabriqué, ciment, acier, marbre et céramique), le secteur manque de visibilité totale quant à une éventuelle reprise d'activité ■